

Burundi : Rwasa met en garde contre la "provocation du pouvoir"

Source AFP Le chef historique de l'ex-rébellion hutue des Forces nationales de libération (FNL), Agathon Rwasa, a dénoncé une "provocation" du parti au pouvoir, après son exclusion par une faction dissidente de son mouvement, dans un enregistrement transmis vendredi à la presse. "J'enregistre cette cassette en vue de rassurer et conforter, mais aussi de lancer un avertissement (...) alors que le pays est au bord de l'abîme", a déclaré M. Rwasa, dans ce message sonore en français.

Il s'exprimait pour la première fois après sa "déstitution" opérée par une faction dissidente de son parti, décision entérinée jeudi par le gouvernement burundais. Ceci n'est "rien d'autre qu'une nouvelle provocation du pouvoir (...), dont l'intention est de voir les FNL se volatiliser et se fondre" au sein du parti CNDD-FDD qui dirige le pays, a poursuivi M. Rwasa, qui est ainsi confronté à sa cinquième tentative de déstitution en cinq ans. En agissant ainsi, le gouvernement "devrait être conscient des conséquences qui s'en suivront (...)", a mis en garde l'ex-chef rebelle. Le leader historique des FNL, dont le mouvement armé hutu est devenu parti politique courant 2009, est entré en clandestinité fin mai peu après la tenue des élections communales, entachées de fraudes massives selon l'opposition. "Le FNL œuvre pour la paix", a-t-il assuré : "par contre le gouvernement fait tout et cherche par toutes les voies à replonger le pays dans la guerre", a-t-il accusé. Par ailleurs, le nouveau "président" de la faction dissidente des FNL, Emmanuel Miburo, a annoncé vendredi le retrait de sa formation de la coalition d'opposition, l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), une "coalition de partis qui ont échoué", selon lui. Il s'est dit prêt à "collaborer le plus largement possible" avec le pouvoir "pour la concorde et pour la paix". M. Miburo s'exprimait depuis le siège du parti FNL, où il avait été installé de force peu auparavant par la police, selon des sources concordantes. Le Burundi traverse une grave crise politique depuis l'élection communale du 24 avril, remportée très largement par le parti au pouvoir et dont les résultats ont été contestés par l'opposition qui a dénoncé des fraudes massives. Les attaques à la grenade et les assassinats ciblés se sont multipliés depuis. La présidentielle de juin a été remportée par le président sortant Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice. Son parti CNDD-FDD, issu de la rébellion hutue du pays, a ensuite remporté les législatives et les sénatoriales.